

KHAZNADJI

condamné à mort

La soupe brûlante se renversait sur nous.» Pourtant, lorsque Mohammed est interné à Lambèse, les conditions de vie des détenus se sont améliorées notamment depuis les mouvements de grève de la faim de l'été 1959. La contestation avait donné lieu à la circulaire Michelet, du 4 août 1959, qui, à défaut de reconnaître aux prisonniers de guerre le régime politique, leur accordait un régime hybride et donnait satisfaction à nombre de leurs revendications.

Mohammed en profitera pour tenter de réaliser l'obsession de tout captif : s'évader. Transféré avec cinq autres détenus dans une cellule proche du mur d'enceinte, Mohammed et ses compagnons vont creuser pendant 62 jours avec leurs mains et des fourchettes un tunnel de 33 mètres, avec la complicité d'un gardien qui leur fournit des cordes, des pioches et une lampe.

L'évasion est prévue pour le lendemain, 1^{er} novembre 1961. Or, ce jour-là, une grève de la faim en solidarité avec les détenus de France est déclenchée. Le projet est ajourné.

Au neuvième jour de grève, la tentative d'évasion est éventée. Il s'ensuit trois jours de terreur. Matraquages, tortures, humiliations.

Avec plusieurs côtes cassées, Mohammed est jeté dans un cachot d'un mètre carré, sans lumière. Recroquevillé sur ses blessures, il y passera une semaine sans aucun soin.

Quelques mois plus tard, le 19 mars 1962, Kassamen retentit comme le cri de la victoire dans les cellules et les couloirs de Lambèse.

Désenchantement

Mohammed est libéré le 5 mai 1962. Malgré les tirs des armes des ultras de l'OAS qui résonnent encore aux quatre coins de la ville, Mohammed goûte à une liberté qu'il n'a jamais vraiment connue. Fêté comme un héros, il s'en remet à son étoile, confiant en son destin et en celui de l'Algérie.

Durant ses années de clandestinité, il a appris le sens de l'engagement et du partage, aussi lui semble-t-il tout naturel, après quelques semaines de repos, de participer à la reconstruction étatique. Le départ massif et précipité des pieds-noirs laisse le pays dans une situation sociale et économique dramatique. Sans emploi, sans logement, les compatriotes, ceux du cru, étranglés par les inégalités coloniales, comme ceux qui rentrent du Maroc, de Tunisie, sont dans le plus grand dénuement. Il faut faire face aux pillages et aux appropriations sauvages de villas et d'appartements. Mohammed est chargé de réquisitionner les véhicules et les personnes afin d'assurer le retour des camps de transit et de rétention des réfugiés. La tâche est d'autant plus complexe qu'elle se déroule sur fond de crises. Crise entre le GPRA et l'état-major de l'ALN puis crise des wilayas dans laquelle Mohammed se trouve involontairement impliqué.

Il est en famille ce soir-là lorsqu'un responsable politique du FLN se présente à son domicile accompagné de deux militaires. On lui fait comprendre qu'il ne peut rester neutre, qu'il doit rejoindre les rangs. Entre les différents groupes qui s'affrontent alors pour la prise du pouvoir, Mohammed ne veut pas prendre parti. Dépouillé d'ambitions personnelles, il ne veut pas courir le risque de faire face à des affrontements fratricides.

On le mène de force à la caserne où il répertorie les armes de l'ALN. Au bout du troisième jour, il s'enfuit, quitte Sétif pour Alger. Nous sommes en septembre 1962, il ne rentrera à Sétif qu'en décembre. C'est à la fin de cette année-là que, comme beaucoup d'anciens maquisards, il déchire sa carte du parti. Une façon de protester contre le fait que le FLN devienne le parti unique



au service d'un clan. Le chômage sévit. Il faut trouver du travail et occuper les postes laissés vacants par l'administration coloniale. Le préfet de la région, un ancien officier de l'ALN, le fait entrer dans la police. Un métier pour lequel il n'est pas fait. Il démissionne et se porte candidat à un poste d'enseignant. Il n'a ni diplôme ni formation mais il n'y a plus personne pour enseigner. Il faut rouvrir les écoles, accueillir les enfants. Il sera donc instituteur jusqu'en 1967 date à laquelle il passera son bac en candidat libre, puis son certificat professionnel, sa licence en 1973 et le Capes un an plus tard, ce qui lui donnera accès à l'enseignement supérieur. Sous Ben Bella, Mohammed se tient à l'écart de la politique mais non de ses responsabilités citoyennes puisque le 20 septembre 1963, il participe, en tant que membre du bureau de vote de Sétif, aux premières élections de l'Algérie indépendante :

«Il y avait un candidat unique, se souvient-il. A 16h, on comptait à peine trente votants. Il n'y a pas eu plus de 38% de participation. On a dépouillé, c'était une majorité de non.»

A 21h, les gendarmes arrivent, bouclent le bureau de vote et empêchent les scrutateurs de sortir. Ils posent sur la table des bulletins imprimés «oui» et demandent que l'on en bourre les urnes. Comme le président du bureau tente de s'y opposer, ils menacent de l'arrêter. Les membres du bureau sont accompagnés manu militari à la préfecture où ils sont contraints d'annoncer un résultat de l'ordre de 99% de votants pour 96% de oui. C'est ainsi que Ben Bella sera élu au suffrage universel.

En attente de démocratie

Lorsque s'ouvre l'ère Boumediène, commence pour Mohammed une longue attente. Attente d'un minimum de liberté dont la liberté d'expression n'est pas la moindre. Attente de l'instauration de la démocratie avec la reconnaissance du multipartisme. L'attente sera vaine. Les figures populaires, connues de tous, sont soit écartées — Kaïd Ahmed, exilé au Maroc, ou Aït Ahmed enfui à l'étranger —, soit assassinées — Mohammed Khider à Madrid, Krim Belkacem à Frankfurt. Les organisations syndicales de masse sont contrôlées par le parti tout comme la presse et les autres médias.

Pourtant, en dépit de ces restrictions, Mohammed se souvient aujourd'hui de cette période comme de celle de la stabilité :

«Le manque de liberté, on avait fini par l'accepter. A la limite, on vivait bien mieux qu'aujourd'hui. Nous avions une écoute sur

la scène internationale. Nous vivions en paix et il y avait peu de chômage. La population avait triplé et la seule crise était celle du logement. Boumediène avait réussi sur le plan de la politique internationale mais échoué sur le plan intérieur.»

Au début des années 1970, il évolue dans les milieux du PAGS auxquels appartiennent la plupart de ses amis. Sans être adhérent, il participe activement aux tâches militantes : distribution de tracts, planque de documents, lien avec les autres militants. Malgré son «soutien critique» à la politique de nationalisation et de réforme agraire du pouvoir, le parti est étroitement surveillé, et ses membres ou sympathisants ne sont pas à l'abri des arrestations arbitraires et des sévices.

Quant à la révolution culturelle qui consiste selon la ligne officielle à «rendre au peuple algérien son identité arabe», elle va concerner Mohammed à double titre, en tant que citoyen et en tant qu'enseignant.

S'il se félicite de la réduction spectaculaire du taux d'analphabétisme qui passe de 82% de la population algérienne en 1962 à 55% en 1980, il déplore l'arabisation à outrance qui sévit à partir du début des années 1970.

En décembre 1976, l'ordre est donné, après quelques semaines de formation, d'enseigner les matières scientifiques en arabe. Certains enseignants ne connaissent pas du tout cette langue. Mohammed qui est professeur de langue et de littérature arabes apporte sa contribution :

«Moi, j'étais contre. On aurait pu faire ça progressivement. Le personnel compétent était en nombre insuffisant, les autres étaient mal formés et puis, ce n'était pas le moment. Ce fut la catastrophe. L'enseignement s'est dégradé. J'ai aidé quelques collègues notamment des professeurs de mathématiques en traduisant certains termes. Mais je ne connaissais rien aux mathématiques.»

Il y a alors une lutte sourde entre les francophones et les arabophones. Les premiers étant peu à peu évincés par les seconds. Mohammed a été élevé dans les trois langues : arabe, français, kabyle. Il considère que ces langues font partie de son patrimoine sans pour autant se sentir écartelé entre différentes cultures. S'il choisit à l'indépendance d'enseigner l'arabe, c'est que cela représente alors une nécessité, le français étant considéré comme la langue du colonisateur. Quant au berbère :

«Je suis berbère, précise-t-il, mais je ne suis pas militant berbériste. Je n'ai jamais été régionaliste. La berbérisme est l'une des composantes de la culture algérienne. C'est une réalité historique, une richesse qu'il ne faut pas nier.» Le printemps berbère de 1980, il ne l'a pas vécu directement mais il a ressenti l'interdiction faite à Mouloud Mammeri de donner sa conférence sur l'usage de la langue berbère à l'université de Tizi Ouzou, non seulement comme une provocation du pouvoir mais aussi comme une grande injustice, «non pas en tant que berbère, ajoute-t-il, mais en tant que citoyen».

En 1985, Mohammed est envoyé à Paris par le ministère de l'Education nationale. Il est chargé de traiter le dossier de l'enseignement des langues d'origine auprès de l'attaché culturel. Il y reste jusqu'en 1989. Lorsqu'il rentre à Alger en septembre de cette année-là, il ne reconnaît plus la société dans laquelle il a grandi. Le chômage, la misère, l'injustice, la corruption avaient fait le lit de l'intégrisme. Mohammed pressent la catastrophe :

«J'avais toujours espéré aller vers la démocratie, vers la liberté. Ce peuple auquel j'appartiens, je m'en sens responsable. Je suis, que je le veuille ou non, impliqué en tant que citoyen. C'est pour cela que je me suis engagé politiquement. Et c'est cet engagement qui allait me valoir des

ennuis. Car avec les intégristes, si tu n'es pas avec eux, tu es contre eux donc tu dois disparaître.»

La montée de l'intégrisme

Le PAGS, sorti de la clandestinité, il prend sa carte et devient militant à part entière.

L'enseignement est devenu chasse gardée des conservateurs baathistes, dominé par les intégristes. Lorsque Mohammed reprend son poste d'enseignant au lycée du Palais à Alger, en septembre 1989, l'enseignement religieux s'est imposé dans les matières littéraires. On ajoute des hadiths du Prophète aux cours d'histoire et de géographie. On introduit des textes des Frères musulmans au cours de littérature.

Le courant ne passe plus avec les élèves. Certains se lèvent en plein cours et le traitent de mécréant, d'athée, de laïc. Il demande sa mutation à la direction des programmes au ministère. Il croit encore pouvoir lutter à visage découvert. Ce n'est qu'un sursis.

En juin 1990, se tiennent les premières élections locales libres. Mohammed se porte candidat sur une liste du PAGS. La campagne est rude. Sur le terrain, les fondamentalistes tentent d'empêcher la tenue des meetings. Les pagistes répondent à la violence des provocations intégristes par une campagne dans les règles, utilisant leur dialectique pour dissuader la population d'écouter les prêches.

Lorsque le FIS remporte les élections, Mohammed soutient la décision d'interrompre le processus électoral. C'est à partir de 1992 que lui et ses amis se sentent physiquement menacés par l'enchaînement des assassinats. Les militants n'osent plus sortir. Plus question de se réunir. D'exercer les droits récemment acquis et pour lesquels ils ont lutté pendant trois décennies. Ils se retrouvent de fait dans la clandestinité.

Après l'assassinat du président Boudiaf le 29 juin 1992, la terreur s'intensifie. Mohammed et ses amis doivent changer de quartier, de travail, de milieu. Parmi eux, Rabah Guenzet, professeur de philo, militant du PAGS. Le mardi 5 octobre 1993, Mohammed sera en retard à son rendez-vous avec Rabah. C'est ce contre-temps qui le sauvera. Lorsqu'il arrive son ami gît sur le trottoir, cinq balles dans le corps.

Le lendemain, Mohammed reçoit une lettre de menace : «Tu nous as échappé hier mais la prochaine fois, tu ne nous échapperas pas.» Quelques heures plus tard, on sonne à sa porte. Sur le sol, un colis. A l'intérieur, une savonnette et un flacon de parfum. Les symboles de la toilette funèbre. Mohammed obtient de sa direction un congé de dix jours et l'assurance du ministre de l'Education de conserver son poste et son salaire s'il s'éloigne momentanément de la capitale.

Cinq jours plus tard, il quitte son appartement en cachette, direction la France. Aujourd'hui, Mohammed se partage entre l'Algérie et la France : «J'ai été condamné à mort deux fois, une fois par le pouvoir colonial français, une fois par les islamistes. L'exil, je ne l'ai pas choisi. Et puis, je fais la différence entre l'époque coloniale et l'époque actuelle.»

Mohammed Khaznadj se dit sans complexe. Il se considère en quelque sorte comme un citoyen du monde. Un qualificatif de circonstance pour celui qui a su traverser tant de tragédies avec dignité et tolérance.

M.-J. R.

** Marie-Joëlle Rupp est journaliste écrivain. Elle est l'auteur d'essais biographiques dont les personnages sont des acteurs et témoins de la décolonisation en Algérie et en Afrique subsaharienne. Elle est la fille de Serge Michel, compagnon de route de la guerre de Libération.*